



**PRÉFET
DES CÔTES-
D'ARMOR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des Relations
avec les Collectivités
Territoriales**

Arrêté

portant prescriptions complémentaires SAS CARRIÈRES DE SAINT-LUBIN sur la commune de PLÉMET

**Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur**

Vu le Code de l'environnement, notamment les articles R.181-46 et R.181-49 ;

Vu le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de M. François GUILLOTOU de KERÉVER, Préfet des Côtes-d'Armor ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2025 portant délégation de signature à M. Georges SALAÜN, Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes-d'Armor ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 juin 2010, modifié le 20 février 2024, autorisant la SAS CARRIÈRES DE SAINT-LUBIN à exploiter une carrière à ciel ouvert au lieu-dit « Saint-Lubin » sur la commune de PLÉMET ;

Vu le dossier déposé, en date du 26 novembre 2025, par la SAS CARRIÈRES DE SAINT-LUBIN en vue de demander la prolongation de l'autorisation d'exploiter jusqu'au 11 juin 2028 la carrière de « Saint-Lubin » sur la commune de PLÉMET ;

Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 25 mars 2026 ;

Vu le projet d'arrêté porté le 1^{er} avril 2026 à la connaissance du demandeur et l'absence d'observations présentée par le demandeur sur ce projet par courriel du 7 avril 2026 ;

Considérant que le projet, objet du porter à connaissance transmis le 26 novembre 2025, ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46-I du Code de l'environnement ;

Considérant les engagements pris par le pétitionnaire dans son dossier et lors de l'instruction en vue de respecter les intérêts visés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que la durée d'exploitation initiale de 14 ans, prolongée de 2 années supplémentaires, de cette installation arrive à échéance, conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié susvisé ;

Considérant que, selon les dispositions de l'article R.181-49 du Code de l'environnement, la demande présente notamment les analyses, mesures et contrôles effectués, les effets constatés sur le milieu et les incidents survenus, ainsi que les modifications envisagées compte tenu de ces informations ou des difficultés rencontrées dans l'application de l'autorisation ;

Considérant que l'exploitant justifie cette demande pour permettre la poursuite de l'exploitation du site durant l'instruction du dossier de renouvellement et d'extension de la carrière ;

Considérant qu'au regard des éléments justifiant du gisement restant exploitable au sein du périmètre actuellement autorisé, des délais nécessaires à l'instruction de la demande de renouvellement et d'extension de la carrière, cette demande de prolongation d'exploiter la carrière jusqu'au 11 juin 2028 est justifiée ;

Considérant que le fonctionnement actuel de la carrière ne présente pas d'incidences contraires aux intérêts de l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que les impacts induits par cette prolongation n'apparaissent pas être de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que la gestion de la carrière se poursuivra sans aucune modification des effets et des nuisances sur l'environnement ;

Considérant que, selon l'article R.181-45 du Code de l'environnement, des arrêtés complémentaires peuvent être pris sur proposition de l'Inspection des Installations Classées ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32 du Code de l'environnement, ni la sollicitation de l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes-d'Armor,

ARRÊTE :

Article 1 : Durée de l'autorisation

L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires du 20 février 2024 est modifié comme suit :

« La SAS CARRIÈRES DE SAINT-LUBIN, dont le siège social est situé « Saint-Lubin » à PLÉMET (22210), est autorisée à prolonger la durée d'exploitation de la carrière au lieu-dit « Saint-Lubin » sur la commune de PLÉMET jusqu'au 11 juin 2028. »

Le reste de l'arrêté est sans changement.

Article 2 : Publicité

Conformément à l'article R.181-44 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de PLÉMET et peut y être consultée ;

2° Une copie de l'arrêté est affichée à la mairie de PLÉMET pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 3 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 181-17 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 181-50 du Code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative soit le Tribunal Administratif de Rennes (Hôtel de Bizien – 3 Contour de la Motte – 35044 RENNES Cedex) :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal Administratif peut-être saisi d'une requête déposée sur l'application « Télérecours citoyen » accessible à partir du site internet : www.telerecours.fr.

Conformément à l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la décision peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux :

– d'un recours gracieux, adressé au Préfet des Côtes-d'Armor – Préfecture des Côtes-d'Armor – 1, Place du Général de Gaulle - BP 2370 – 22023 Saint-Brieuc Cedex 1 ;

– ou d'un recours hiérarchique adressé au Ministre de la Transition écologique et de la cohésion des territoires – direction générale de la prévention des risques – Grande Arche de la Défense Paroi Sud – 92055 La Défense Cedex ;

qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

En application de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre de cette décision, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci au Préfet des Côtes-d'Armor et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

Cette notification doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours au Préfet et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Article 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes-d'Armor, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'Inspection des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à la SAS CARRIÈRES DE SAINT-LUBIN et transmise au maire de PLÉMET.

Saint-Brieuc, le **10 AVR. 2026**

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire général



Georges SALAÜN